



Des journalistes étasuniens espionnés par un contractant de la CIA ayant pour cible Assange gardent le silence

Par [Max Blumenthal](#)

Mondialisation.ca, 19 septembre 2020

thegrayzone.com 18 septembre 2020

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Bien qu'ils aient été espionnés et que leur vie privée ait été violée par la société UC Global qui a pris Assange pour cible, les journalistes des principaux organes de presse américains n'ont rien dit pour protester. Entre-temps, de nouvelles preuves des liens de cette entreprise avec la CIA sont apparues.

Une société de sécurité espagnole a apparemment été engagée par les services de renseignements américains pour mener une campagne d'opérations secrètes contre Julian Assange et ses associés, qui ont espionné plusieurs journalistes américains, dont Ellen Nakashima, le plus grand reporter de la sécurité nationale du Washington Post, et Lowell Bergman, un vétéran du New York Times et de PBS.

À ce jour, Ellen Nakashima et ses employeurs du Washington Post n'ont rien dit de l'attaque flagrante contre leurs droits constitutionnels par UC Global, la société de sécurité chargée de l'ambassade de l'Équateur à Londres, qui semble avoir opéré sous la surveillance du directeur de la CIA de l'époque, Mike Pompeo. PBS, le New York Times et d'autres grands médias américains ont également gardé le silence sur l'intrusion du gouvernement américain dans les appareils personnels et les dossiers privés des journalistes.

The Grayzone a appris que plusieurs correspondants d'un grand journal américain ont rejeté les appels de Wikileaks à faire un reportage sur la campagne d'espionnage illégale d'UC Global, justifiant en privé les actions du contractant pour des raisons de sécurité nationale.

UC Global a espionné de nombreux journalistes dans le but d'envoyer leurs informations aux services de renseignements américains par le biais d'un serveur FTP placé au siège de l'entreprise et de disques durs livrés en main propre.

Presque tous ces journalistes ont jusqu'à présent ignoré ou refusé les invitations à se joindre à une plainte pénale qui sera déposée devant le tribunal espagnol par Stefania Maurizi, une journaliste italienne dont les appareils ont été violés et compromis lors d'une visite à Assange.

La preuve de la campagne d'espionnage illégale d'UC Global et de la relation de l'entreprise avec la CIA est apparue après l'arrestation en septembre 2019 du PDG de l'entreprise, David Morales. La police espagnole avait mis en place une opération secrète appelée « Opération Tabanco » dans le cadre d'une affaire pénale gérée par le même tribunal

national qui avait orchestré l'arrestation de l'ancien dictateur militaire chilien Augusto Pinochet des années auparavant.

Morales a été accusé en octobre 2019 par le tribunal espagnol d'avoir violé la vie privée d'Assange et d'avoir abusé de ses privilèges d'avocat-client, ainsi que de blanchiment d'argent et de corruption. Ancien mercenaire des forces spéciales espagnoles, Morales a également été accusé de possession illégale d'armes après que deux pistolets dont le numéro de série avait été effacé aient été trouvés lors d'une perquisition dans sa propriété.

Les documents et les témoignages révélés au tribunal ont révélé des détails choquants sur la campagne d'UC Global contre Assange, ses avocats, ses amis et les journalistes. Des preuves de crimes allant de l'espionnage aux vols, en passant par les enlèvements et même un projet de complot pour éliminer Assange par empoisonnement ont émergé du procès en cours.

Dans une [enquête par The Grayzone](#) en mai dernier, il est détaillé comment la société Las Vegas Sands du méga-donateur Trump Sheldon Adelson a fonctionné comme une liaison apparente entre UC Global et la CIA de Pompeo, contractant vraisemblablement la première au nom de la seconde. C'était la deuxième fois que la société d'Adelson était identifiée comme un atout de la CIA. (La première fois, c'était en 2010, lorsqu'un [rapport de renseignement](#) privé commandité a allégué que son casino à Macao envoyait des images de fonctionnaires chinois jouant à des jeux d'argent pour qu'ils puissent servir d'informateurs à la CIA).

L'histoire a placé l'organisation Trump au centre d'une campagne mondiale de surveillance et de sabotage qui a implacablement visé les journalistes, y compris Assange et pratiquement tous les journalistes avec lesquels il est entré en contact depuis 2017.

Au cours des quatre dernières années, le corps de presse de Washington a hurlé au sujet de la colère de Trump, qui a intimidé le pool de presse de la Maison Blanche, traitant ses accès de rancœur comme une grave menace pour la liberté de la presse. Dans le même temps, elle a réagi en haussant collectivement les épaules aux révélations selon lesquelles une entreprise qui, selon toute apparence, avait été engagée par la CIA de l'administration Trump pour détruire Assange, avait espionné d'éminents journalistes de la sécurité nationale américaine.

Plus révélateur encore, certains des reporters dont les informations personnelles et les notes ont été volées par UC Global, le contractant apparent de la CIA, n'en ont pas dit un mot.

Maurizi, la journaliste italienne qui tente un procès à UC Global et sert de témoin dans l'affaire en cours devant le juge espagnol, nous a confié qu'elle était stupéfaite par l'attitude passive des grands médias américains. « Imaginez si Poutine avait fait quelque chose comme ça. Imaginez le scandale que ce serait », a-t-elle fait remarquer au Grayzone. « Ce serait un scandale énorme dans le monde entier. Mais au lieu de cela, [les médias américains] ne disent rien. »

Randy Credico, un comédien, militant pour la justice sociale et défenseur de longue date de la liberté d'Assange, a également tenté de susciter l'intérêt des médias pour le scandale d'espionnage lorsqu'il a appris que UC Global l'avait espionné à l'ambassade. « Je suis allé voir tout le monde, je suis allé à MSNBC, au Wall Street Journal, à CNN, aux journalistes que

je connaissais, et je n'ai pu intéresser personne », s'est plaint Credico au Grayzone.

« L'agence de la bannière étoilée veut nous rencontrer »

Dans son premier discours public en tant que directeur de la CIA, Mike Pompeo a qualifié les Wikileaks d'Assange de « service de renseignement hostile non étatique souvent soutenu par des acteurs étatiques comme la Russie » et a décrit une campagne « à long terme » de contre-mesures contre l'organisation médiatique en croisade. À l'époque, Assange était prisonnier de l'ambassade équatorienne à Londres et recevait régulièrement la visite de son équipe juridique, de ses amis et d'une série de journalistes.

Tout au long de l'année 2017, M. Morales, de UC Global, s'est fréquemment rendu d'Espagne aux États-Unis pour orchestrer la campagne contre Assange. À plusieurs reprises, il a émis des directives d'espionnage depuis l'intérieur de l'hôtel vénitien appartenant à Adelson's Sands. Il se vantait auprès de ses employés de travailler pour « le côté obscur » et qualifiait les forces qui avaient fait appel à ses services d' « amis américains ».

Parfois, lorsque je lui demandais avec insistance qui étaient ses « amis américains », David Morales répondait à certaines occasions qu'ils étaient « les services de renseignements américains » », a déclaré un ancien partenaire commercial d'UC Global devant le tribunal espagnol.

En janvier 2017, lors d'une visite à l'hôtel vénitien Adelson à Las Vegas, David Morales et un employé ont échangé plusieurs textes sur Telegram à propos d'un important procès pour le nouveau client d'UC Global. « Je veux que vous soyez vigilants car d'après ce qu'ils me disent, ils pourraient nous contrôler afin que tout ce qui est confidentiel soit crypté », a déclaré Morales.

« Tout est lié à la question de Londres... » a-t-il poursuivi, faisant référence à l'ambassade équatorienne qui hébergeait Assange. « Ceux qui la contrôlent sont les amis des États-Unis. »

En mai 2017, des messages de Morales via Telegram le montrent faisant de nouvelles références à son travail apparent pour le gouvernement américain : « Je suis sur un sujet pour lequel je prévois qu'ils vont commencer à nous surveiller... » a-t-il fait remarquer à un employé. « Comment sommes-nous protégés pour cela ? » Après que son employé ait décrit les systèmes d'UC Global, M. Morales a répondu qu'il ne s'attendait pas à des problèmes « pour ceux qui veulent nous voir ».

« Nous pouvons le faire si l'agence de la bannière étoilée veut nous voir », a poursuivi le PDG d'UC Global.

« C'est ce que je pensais », a répondu l'employé.

En juillet, Morales était à Miami, en mission pour fournir à « l'agence de la bannière étoilée » un budget pour les microphones cachés que UC Global prévoyait de placer à l'intérieur du système de vidéosurveillance de l'ambassade d'Équateur à Londres.

Comme nous l'avions révélé en mai, Morales a non seulement supervisé l'installation secrète de microphones dans le système de vidéosurveillance de l'ambassade et de microphones cachés sous un extincteur dans la salle de conférence, mais il a également tenté d'établir un lien avec un serveur de stockage extérieur distinct géré depuis les États-

Unis, faisant de son mieux pour garder l'opération cachée des services de renseignement équatoriens. Il a désigné l'entité qui recevait les images et les sons de la CCTV comme « le client américain ».

Dans un courriel envoyé en décembre 2017 depuis l'hôtel vénitien d'Adelson, Morales a ordonné à ses employés à l'ambassade de l'informer si des visiteurs « portent des téléphones portables, des clés USB, des ordinateurs ou tout autre équipement électronique » et de « s'assurer que le protocole est respecté et qu'ils laissent leurs appareils électroniques à l'entrée ».

À ce stade, le réseau d'espionnage d'UC Global avait pratiquement pris dans ses filets tous ceux qui entraient dans l'ambassade pour visiter Assange. Parmi les victimes les plus importantes se trouvait le représentant américain de l'époque, Dana Rohrabacher, qui aurait été envoyé par Trump en août 2017 pour offrir une grâce présidentielle en échange de la communication par Assange de preuves concrètes que le gouvernement russe n'avait pas piraté le serveur de messagerie de la DNC. Assange, qui n'a jamais révélé de source, a refusé l'offre.

Pamela Anderson, l'actrice canado-américaine et amie proche d'Assange, a vu son courriel piraté par UC Global lorsqu'un garde a profité d'un moment où elle quittait la pièce pour photographier un mot de passe Gmail qu'elle avait écrit sur un bloc-notes. UC Global n'a pas seulement espionné l'équipe juridique d'Assange, violant le secret professionnel, elle a également traqué Stella Morris, membre de l'équipe juridique de Wikileaks qui est devenue la partenaire romantique d'Assange, en mettant au point un complot manqué pour voler les couches de son fils dans une poubelle afin d'obtenir son ADN et de prouver son lien génétique avec Assange.

En décembre 2017, UC Global a appris qu'Assange et son équipe juridique élaboraient un plan pour qu'il quitte l'ambassade sous les protections accordées aux diplomates en vertu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Morales a ordonné à ses employés d'agir agressivement pour la saboter, exigeant des copies de tous les enregistrements vidéo, probablement pour les remettre aux services de renseignements américains.

Ellen Nakashima, reporter de la sécurité nationale pour le Washington Post, s'est rendue à l'ambassade équatorienne pour interviewer Assange le 15 décembre. Selon les notes d'un garde d'UC Global nommé Jose Antonio Torre, Nakashima est arrivée avec Souad Mekhennet, une collègue du journal qui n'a pas été autorisée à entrer parce qu'elle n'avait pas son passeport. Les deux reporters travaillaient sur le portrait d'Andy Müller-Maguhn, un cyber-expert allemand et l'un des plus proches confidents d'Assange, qui les a escortés à Londres. (Les employés d'UC Global ont photographié le contenu du sac à dos de Müller-Maguhn et le numéro secret à l'intérieur de son téléphone crypté).

Lorsque Nakashima est entrée dans la réunion avec Assange, Torre tenait son enregistreur vocal et son téléphone portable. Il a raconté dans des notes à Morales comment il a retiré la batterie du téléphone, puis a photographié son appareil.

Ces notes contenaient un aveu remarquable : alors que Nakashima quittait l'ambassade, Torre a déclaré : « J'ai essayé de garder son magnétophone mais la femme s'en est souvenue à la sortie ».

Dans [son article du 17 janvier 2018](#) sur sa visite à l'ambassade, Nakashima a fait référence à un avertissement d'Assange concernant les caméras d'espionnage et son utilisation d'une machine à bruit blanc pour déjouer des dispositifs de surveillance dissimulés comme le microphone caché qui a ensuite été révélé sous l'extincteur de la pièce. Le journaliste du Washington Post n'a cependant pas mentionné la tentative de la garde UC Global d'empocher son enregistreur vocal.

Nakashima n'a pas répondu à une demande de commentaires envoyée par The Grayzone à son courrier électronique du Washington Post.

Elle n'est pas la seule journaliste à avoir été illégalement espionnée par des espions d'UC Global se faisant passer pour des gardes d'ambassade. Lowell Bergman, le journaliste d'investigation primé et vétéran du New York Times et de PBS, a vu son téléphone ouvert et sa carte SIM retirée sans sa permission par un employé d'UC Global lorsqu'il a rencontré Assange le 6 octobre 2017.

Le Grayzone a obtenu des images et des sons de la rencontre de Bergman avec Assange qui ont été capturés par les caméras d'espionnage d'UC Global et probablement livrés à la CIA.

Le correspondant de The Intercept, Glenn Greenwald et son mari, David Miranda, ont été secrètement filmés par les espions d'UC Global, lors d'une réunion avec M. Assange le 16 septembre 2017.

Alors que Greenwald était dans la salle de réunion avec Assange, un employé d'UC Global a ouvert son passeport et a photographié un visa montrant qu'il avait visité la Russie, une violation flagrante de sa vie privée réalisée sur ordre de Morales. (Le Grayzone a vu une photo d'UC Global prise du visa de Greenwald qui a été envoyée au siège de la société).

Plus de deux ans plus tard, lorsque Greenwald a appris la violation de ses droits constitutionnels, il [a protesté](#) sur Twitter : « C'est le gouvernement américain/la CIA qui espionne ses propres citoyens, y compris nos téléphones, sans mandat ».

Contrairement à Greenwald, Bergman n'a rien dit en public sur le fait d'être espionné par un présumé sous-traitant de la CIA. Cependant, il a accepté de servir de témoin dans le procès de Morales d'UC Global, selon un membre de l'équipe juridique de Wikileaks. Il n'a pas répondu à une demande de commentaires envoyée par e-mail.

Les journalistes [étasuniens] justifient l'espionnage de la CIA sur Assange

Tout au long de l'année 2019 et durant les premiers mois de cette année, Wikileaks et ses alliés se sont démenés au téléphoniques et traversé les fuseaux horaires pour susciter l'intérêt des médias pour le scandale d'espionnage de la CIA qu'ils avaient découvert grâce au procès espagnol de Morales d'UC Global.

Les correspondants d'un grand journal américain ont reçu des preuves détaillées de l'espionnage d'UC Global sur Assange et ses associés, ainsi que des documents sur les relations de la société avec la CIA et Sheldon Adelson, a déclaré une source de Wikileaks au Grayzone.

Non seulement les reporters n'étaient pas intéressés au départ par le scandale de l'espionnage, mais la source Wikileaks a déclaré qu'un correspondant avait justifié la surveillance de la CIA par des raisons de sécurité nationale. « Il a dit, eh bien, c'est ce qu'un

service de renseignement est censé faire », a rappelé la source, qualifiant l'expérience de « dingue » .

En décembre 2019, le New York Times a couvert l'opération de la CIA contre Assange dans [un seul article](#) de Raphael Minder. Formulant l'affaire en termes d' «interprétations contradictoires », Minder a déclaré qu' «il n'est pas clair si ce sont les Américains qui ont mis l'ambassade sur écoute ».

Dans l'article de Minder, tous les signes évidents de la collaboration d'UC Global avec les services de renseignement américains ont été omis, du commentaire de Morales selon lequel « l'agence de la bannière étoilée nous rencontrera » au témoignage qui affirmait explicitement que la société avait été engagée par la CIA.

« Le New York Times disait essentiellement qu'il n'y avait aucune preuve de l'implication des services de renseignement américains », a commenté Maurizi à The Grayzone. « Que veulent-ils ? Un SMS de la CIA disant : « Nous l'avons fait ? »

Le combat solitaire d'une journaliste pour la justice

Maurizi a été l'un des reporters qui a produit la couverture la plus critique de la persécution politique d'Assange et de Wikileaks au fil des ans. Alors qu'elle faisait un reportage pour La Repubblica italienne, Maurizi a fréquemment rendu visite à Assange à l'ambassade équatorienne. Lorsqu'elle l'y a rencontré en décembre 2017, les gardes d'UC Global ont pénétré dans ses appareils personnels après les avoir saisis à l'entrée du bâtiment diplomatique.

« Ils ont pris mes deux téléphones, dont un était crypté, mon iPod et de nombreuses clés USB », a déclaré Maurizi au Grayzone en mai dernier. « Il n'y avait aucun moyen de récupérer mon sac à dos. Le garde m'a dit : « Ne vous inquiétez pas, tout ira bien, personne ne pourra accéder à votre matériel ou ouvrir votre sac à dos ». J'étais très méfiant. Je n'avais même pas le droit d'apporter un stylo à l'intérieur pour prendre des notes.

La journaliste a appris plus tard que des employés d'UC Global [avaient photographié](#) le numéro international unique d'identification des équipements mobiles et le numéro de la carte SIM à l'intérieur de son téléphone. Cela semblait être ce dont ils avaient besoin pour pirater l'appareil.

Maurizi a ensuite découvert que les appels, les courriels et les textes de ses rédacteurs, alors au quotidien italien La Repubblica, ne passaient pas. « Personne ne pouvait expliquer cette perturbation », a déclaré Maurizi. « Je me demande si cela a quelque chose à voir avec ces activités d'espionnage. Jusqu'à ce jour, je ne peux pas le dire ».

Maurizi prévoit de déposer une plainte pénale contre UC Global devant le tribunal national espagnol en octobre prochain au nom des journalistes victimes de la société de sécurité. Jusqu'à présent, elle n'a pu trouver aucun journaliste prêt à se joindre à sa plainte.

Elle a déclaré avoir demandé à Nakashima du Washington Post de la rejoindre, mais n'a jamais reçu de réponse. Bergman, pour sa part, lui a dit qu'il n'était pas intéressé à participer.

« Je n'ai pas réussi à intéresser qui que ce soit » à l'espionnage des journalistes par la CIA.

Comme Maurizi, Randy Credico a été espionné par UC Global lors d'une visite à Assange à l'ambassade équatorienne. Lorsqu'il a appris que sa rencontre avait été secrètement enregistrée sur vidéo, il s'est lancé dans une campagne frénétique pour générer une couverture médiatique de la violation de ses droits constitutionnels par la CIA.

Credico est un comédien, [réformateur de la justice pénale primé](#) et défenseur de la liberté d'Assange, qui a joué un rôle dans la saga du Russiagate lorsque l'équipe d'enquête de Robert Mueller l'a appelé [comme témoin](#).

Après avoir été faussement accusé d'avoir servi de « courroie de transmission » entre Wikileaks et l'ancien conseiller de Trump, Roger Stone, Credico a fait de nombreuses apparitions très médiatisées sur MSNBC et CNN, et a côtoyé les grands médias institutionnels en tant qu'invité au dîner des correspondants de presse de la Maison Blanche.

Credico a déclaré à The Grayzone qu'il avait tenté de convaincre ses contacts dans les médias traditionnels de couvrir le scandale d'espionnage UC Global-CIA. Mais dans tous les cas, il a été accueilli avec froideur.

« Je suis allé voir tout le monde », se rappelle-t-il. « Je suis allé à MSNBC, au Wall Street Journal, à CNN, à des journalistes que je connaissais, et je n'ai pu intéresser personne. Je veux dire, tous ces journalistes détestent Trump, et ici vous aviez Pompeo et Sheldon Adelson, le type qui finance Trump, qui enfreint la loi. On pourrait penser que c'est un gros problème pour ces progressistes. Et ils n'ont rien dit. Il est consternant qu'ils ne se soient pas manifestés et n'aient rien dit à ce sujet. »

Il est vrai que CNN Español a diffusé [en décembre 2019](#) un reportage sur le réseau d'espionnage UC Global. Mais il s'appuyait principalement sur le point de vue de l'ancien PDG disgracié de la firme, Morales. « Non, je ne suis pas un agent double et il est absurde [de dire] que j'ai voyagé aux États-Unis pour remettre personnellement des informations à la CIA », a déclaré Morales à CNN.

L'article a été co-écrit par [Arturo Torres](#), un journaliste équatorien de droite hostile à la fois à Assange et à l'ancien président de gauche de son pays, Raphael Correa. Son travail a été parrainé par Transparency International, une ONG supposée lutter contre la corruption [et financée](#) par le Département d'État américain et le gouvernement britannique.

Quelques mois plus tôt, en juin 2019, M. Torres, de CNN, avait utilisé [du matériel recueilli illégalement](#) par UC Global pour publier une attaque malveillante contre M. Assange, affirmant qu'« il n'y avait aucun doute qu'il y avait des preuves qu'Assange avait des liens avec les agences de renseignement russes ».

L'article ne fournit cependant aucune preuve de ce genre, tout en prétendant à tort que les rapports de surveillance d'UC Global ont été « compilés pour le gouvernement équatorien » – et non pour la CIA.

En réalité, Morales d'UC Global était désespéré d'échapper à l'agence de renseignement équatorienne SENAIN, en [donnant l'instruction](#) à ses employés dans un courriel provenant de l'hôtel vénitien d'Adelson : « Personne ne doit savoir pour mes voyages, principalement mes voyages aux États-Unis, parce que le SENAIN est sur notre dos. »

Les propriétaires du Washington Post « se réjouissent d'une relation fructueuse

avec la CIA ».

L'hystérie déclenchée par la victoire de Trump en 2016 explique en grande partie l'hostilité des grands médias américains envers Assange. Immédiatement après avoir concédé la défaite, Hillary Clinton a accusé « [Wikileaks russe](#) », ce qui a aggravé l'hostilité des démocrates partisans envers un journaliste dissident que le vice-président Joseph Biden avait déjà qualifié de « terroriste de haute technologie ». Les principaux médias américains ont suivi le mouvement.

Le 11 avril 2019, le jour où Assange a été arrêté par la police britannique à l'ambassade équatorienne, la rédaction du New York Times a [fêté l'événement avec deux acclamations](#) : « L'administration [Trump] a bien démarré en accusant M. Assange d'un crime incontestable. »

Le comité de rédaction du Washington Post s'est montré plus enthousiaste face à l'arrestation de l'éditeur, [proclamant](#) que « le cas de M. Assange pourrait se conclure comme une victoire pour l'État de droit, et non comme la défaite pour les libertés civiles dont ses défenseurs nous avertissent à tort ». Le Post a même demandé l'extradition de M. Assange vers les États-Unis, espérant qu'il pourrait être contraint de devenir un « témoin coopérant » et de fournir éventuellement des informations sur « les efforts des services de renseignements russes pour miner la démocratie occidentale ».

Alors que la aversion d'Assange à Washington sous Trump explique en partie pourquoi les grands médias ont banni le journaliste emprisonné, la relation de plus en plus intime que des journaux comme le New York Times et le Washington Post entretiennent avec les services de renseignements américains offre une base plus solide pour comprendre le silence des médias sur le scandale d'UC Global.

Tout au long de l'enquête Trump-Russia et des diverses intrigues qui ont constitué le Russiagate, les publications des médias américains ont alimenté le public avec un flux ininterrompu d'histoires basées sur des évaluations « de haute confiance » et des récits [souvent douteux](#) fournis par des agents de renseignement américains anonymes. À l'époque de Trump, les médias commerciaux sont devenus de facto un bulletin d'information pour les services de renseignement. Le New York Times a même [admis avoir envoyé](#) au gouvernement, pour approbation, un article de juin 2019 sur les cyber-attaques américaines contre le réseau électrique russe, avant de le publier.

Le Washington Post, où Nakashima couvre les questions de sécurité nationale, est la propriété de la grande entreprise technologique Amazon. En 2014, Amazon a signé [un contrat de 600 millions de dollars](#) avec la CIA pour l'hébergement de son serveur cloud. « Nous espérons une relation fructueuse avec la CIA », a déclaré Amazon dans un communiqué officiel. Quatre ans plus tard, Amazon a obtenu [un contrat de 10 milliards de dollars](#) du Pentagone pour superviser son programme Joint Enterprise Defense Infrastructure.

Notamment, lorsque Nakashima a cherché à obtenir une rencontre à l'intérieur de l'ambassade équatorienne en 2017, son formulaire de demande mentionnait que sa société n'était pas le Washington Post, mais Amazon.

Alors que les avocats d'Assange se battent contre son extradition dans un tribunal londonien ce 15 septembre, Nakashima était en train de [tweeter en direct](#) la couverture de

ThreatCon 2020, une conférence de hauts responsables des services de renseignement américains et d'espions privés réunis sur une île privée au large de la Géorgie. Son collègue, David Ignatius, rédacteur en chef adjoint du Washington Post, et David Sanger, correspondant du New York Times pour la sécurité nationale, ont participé directement à cette fête exclusive de l'espionnage. Parmi les promoteurs de la conférence figurait InQTel, la société de recherche et développement financée par la CIA.

En septembre dernier, le ministère américain de la justice a adressé une lettre au juge espagnol chargé de superviser le procès d'UC Global, [mettant fin](#) à toute possibilité de coopération. Comme la plupart des médias [américains], le gouvernement de Washington ne veut rien entendre des preuves dévastatrices qui surgissent d'une salle d'audience à Madrid.

Max Blumenthal

Article original en anglais : [Mainstream Us Reporters Silent About Being Spied on by Apparent Cia Contractor that Targeted Assange](#), thegrayzone.com, le 18 septembre 2020.

Traduction par VD pour [le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est [thegrayzone.com](#)
Copyright © [Max Blumenthal](#), [thegrayzone.com](#), 2020

Articles Par : [Max Blumenthal](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca